

CHINE ET INDE

La ruée vers le pétrole

PAR FRANÇOIS LAFARGUE

LA CHINE ET L'INDE SONT LARGEMENT RESPONSABLES DE L'EXPLOSION DES COURS DU PÉTROLE. LEUR CROISSANCE ÉCONOMIQUE FULGURANTE ACCROÎT CONSIDÉRABLEMENT LEUR CONSOMMATION D'HYDROCARBURES. LES DEUX PAYS SONT SUR TOUS LES FRONTS DES NOUVELLES GUERRES DE L'OR NOIR. **ANALYSE.**



FRANÇOIS LAFARGUE est docteur en Géopolitique et en Science politique. Il est professeur de Géopolitique à l'École supérieure de gestion et enseigne également à l'École centrale de Paris. Il vient de publier, *Demain, la guerre du feu. Etats-Unis et Chine à la conquête de l'énergie*, Ellipses, 2006.

• Nom d'un gisement pétrolier découvert en 1971 en mer du Nord, le Brent sert de brut de référence au niveau mondial. Son prix détermine celui de 60% des pétroles extraits dans le monde.

Ces trois dernières années ont été marquées par une hausse régulière des cours des matières premières, en particulier des hydrocarbures. Le baril de Brent • s'est apprécié de 40% entre septembre 2004 et septembre 2006, pour s'établir alors à 65 \$. Les tensions sur les prix sont entretenues par plusieurs facteurs, comme la situation chaotique au Moyen-Orient, l'instabilité politique au Venezuela et au Nigeria, des investissements insuffisants dans les capacités de raffinage ou encore des anticipations spéculatives. Mais cette crise pétrolière larvée s'explique surtout par le développement économique de la Chine et de l'Inde, responsables de plus du tiers de la hausse de la consommation mondiale depuis 2000. Aujourd'hui, la Chine comme l'Inde, respectivement 2^e et 6^e consommateurs mondiaux de pétrole, sont dans une situation préoccupante, puisque leur dépendance à l'égard des importations ne cesse de s'aggraver. La Chine est importatrice de pétrole depuis 1993 et la part des achats à l'étranger dans la consommation totale est passée de 30% en 2000 à 50% aujourd'hui. La situation de l'Inde est tout aussi inquiétante. Alors que ce pays demeure encore très pauvre (le parc automobile ne représente que le tiers de celui de la Chine), 70% du pétrole qui y est consommé provient de l'étranger. Parmi les importateurs mondiaux de pétrole, la Chine occupe le 3^e rang après les Etats-Unis et le Japon, et l'Inde se classe déjà au 9^e rang. Cette soif d'or noir, de même que la guerre en

Irak et l'instabilité en Arabie Saoudite ont incité Pékin et New Delhi à s'engager dans une stratégie de diversification de leur approvisionnement pétrolier en Asie centrale, en Afrique et en Amérique latine.

OBJECTIF ASIE CENTRALE

Depuis le début des années 1990, les ressources en hydrocarbures des républiques d'Asie centrale de l'ancienne Union soviétique ont suscité l'intérêt des grandes puissances. La Chine a noué les relations les plus étroites avec le Kazakhstan. En moins de dix ans, les sociétés pétrolières chinoises sont parvenues à des résultats significatifs. En juin 1997, la China National Petroleum Company (CNPC ⁽¹⁾) a obtenu des droits d'exploitation de plusieurs champs pétroliers à Aktyubinsk (situé au nord-ouest du Kazakhstan). Plus récemment, en décembre 2005, est entré en service le dernier tronçon d'un immense oléoduc long de plus de 3 000 km acheminant le pétrole de la mer Caspienne, d'Atyrau vers Alashankou dans la province du Xinjiang.

Avec la Russie, les relations pétrolières ont été marquées par de nombreuses vicissitudes. *A priori*, la proximité géographique de la Russie – deuxième exportateur mondial de pétrole – et de la Chine devrait leur permettre de s'entendre. Pourtant, Moscou ne dissimule pas sa réticence à entreprendre un partenariat pétrolier avec son immense voisin. Et les contrats signés à l'occasion de la visite de Vladimir Poutine à Pékin, en mars 2006, restent en deçà de l'attente des Chinois. La Russie redoute à terme la puissance de la Chine et voit dans le Japon un client plus fiable. Ces considérations expliquent les multiples revirements de Moscou dans le projet de construction d'un oléoduc de 2 400 km reliant Angarsk (en Sibérie) à Daqing en Chine. La présence de l'Inde dans cette région d'Asie centrale demeure limitée. La situation conflictuelle avec le Pakistan impose une certaine prudence à New Delhi dans sa coopération avec des pays musulmans, alliés objectifs d'Islamabad. Les projets d'acheminement des hydrocarbures du Turkménistan vers

Jason Lee, Reuters



Affiche du Sommet sino-africain, qui a réuni plus de 40 dirigeants du continent noir, en novembre 2006, à Beijing.

l'Inde restent ainsi suspendus à l'amélioration de la situation politique de l'Afghanistan, voie de passage obligatoire.

L'ENJEU AFRICAIN

Progressivement, Pékin comme New Delhi ont entrepris de se tourner vers l'Afrique et l'Amérique latine. Le continent noir, qui possède 9,4% des réserves mondiales de pétrole, soit un potentiel comparable à celui de l'Irak, assure aujourd'hui 11,4% de la production de pétrole ⁽²⁾. La Chine comme l'Inde ont commencé leurs investissements pétroliers dès la fin des années 1990 dans des Etats en marge de la communauté internationale comme le Soudan, la Libye et l'Angola. Au Soudan, la CNPC est associée à la société indienne ONGC (Oil and Natural Gas Corporation) dans le cadre d'un consortium, le Greater Nile Petroleum Operating Company (GNOPC), afin de mettre en valeur les gisements d'hydrocarbures d'El Muglad, dans le Sud du pays. Ces investis-

sements ont permis au Soudan de doubler sa production depuis cinq ans.

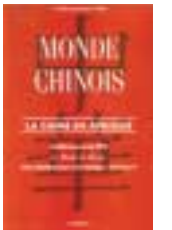
La deuxième démarche des sociétés chinoises et indiennes consiste à mener des recherches géologiques dans des zones moins convoitées. Même si, pour le moment, les résultats sont mitigés, Pékin comme New Delhi ne négligent aucun fournisseur potentiel. La SINOPEC a ainsi entrepris des prospections au Niger, en Mauritanie et au Mali où certains gisements identifiés mais demeurés inexploités deviennent rentables avec l'appréciation des cours du pétrole. Pour sa part, l'Inde multiplie les prospections, notamment dans les pays d'Afrique orientale et centrale avec lesquels elle entretient des relations économiques étroites grâce à la présence de fortes minorités indiennes. En mars 2006, ONGC a obtenu le droit de mener des recherches géologiques dans la zone économique exclusive de l'île Maurice. Puis, plus récemment, les sociétés indiennes ont également investi en Côte d'Ivoire, au Gabon, en

**Le continent noir
(essentiellement l'Angola et le Soudan)
assure aujourd'hui
30% des importations pétrolières de la Chine
et 20% de celles de l'Inde.**

POUR EN SAVOIR PLUS

Sur la présence chinoise en Afrique: « Chine, le safari africain », Paul MOONEY, *Enjeux internationaux* n° 8, deuxième trimestre 2005.

Sur les guerres du pétrole en Afrique: « La malédiction du pétrole », Luke Anthony PATEY *Enjeux internationaux* n° 14, quatrième trimestre 2006.



La Chine en Afrique, *Monde chinois*, n°8, Été/automne 2006.

(1) La CNPC est la 2^e société pétrolière de Chine après la SINOPEC (China Petroleum & Chemical Corporation).

(2) L'Algérie, l'Angola, la Libye et le Nigeria, détiennent 85% des réserves de l'Afrique.

Guinée Bissau et au Ghana. Le continent noir (essentiellement l'Angola et le Soudan) assure aujourd'hui 30% des importations pétrolières de la Chine et 20% de celles de l'Inde.

ALLIANCE AVEC HUGO CHAVEZ

Avec 9,7% des réserves mondiales de pétrole, l'Amérique latine est également l'objet de la convoitise de Pékin et de New Delhi. Pour le moment, la présence de la Chine dans le secteur des hydrocarbures reste limitée. La Chine est certes le troisième acheteur de pétrole d'Amérique latine, mais encore très loin derrière les Etats-Unis (3). Pékin entretient des relations étroites

avec le Venezuela, un acteur pétrolier de premier plan qui dispose de 6,6% des réserves mondiales de pétrole (6^e rang).

En décembre 2004, puis en août 2006, le président Chavez, en visite officielle à Pékin, a conclu avec Hu Jintao plusieurs accords de coopération économique et commerciale. Le volume des exportations de pétrole du Venezuela vers la Chine ne cesse de croître. Au second semestre 2006, Caracas fournit environ 5% des importations pétrolières de Pékin. Si le Venezuela fait figure de pièce maîtresse de la stratégie pétrolière de la Chine, cette dernière ne néglige pas pour autant les producteurs plus modestes, comme l'Equateur et le Pérou. La présence de l'Inde en Amérique latine reste plus mesurée, même si les flux commerciaux sont en nette progression. ONGC a principalement concentré ses efforts au Venezuela et à Cuba. La visite du président Hugo Chavez à New Delhi en mars 2005 a permis la signature de plusieurs contrats. A Cuba, en septembre 2005, ONGC s'est associé à l'espagnol Repsol YPF et au norvégien Norsk Hydro of Norway pour la mise en valeur de gisements *off shore*.

PÉTROLE CONTRE APPUI DIPLOMATIQUE

La Chine comme l'Inde mènent une véritable stratégie pétrolière. En Afrique, en échange de contrats pétroliers à long terme, Pékin propose de construire des infrastructures routière, ferroviaire ou hydraulique à des tarifs préférentiels. En Angola, la Chine va notamment construire plusieurs milliers de logements à Luanda et rénover la ligne ferroviaire CFB (Chemin de Fer de Benguela) reliant Benguela et Luau à la frontière de la République démocratique du Congo.

Pékin peut également offrir à ses fournisseurs en hydrocarbures un précieux appui diplomatique. Les relations entre la Chine et le Soudan en sont l'illustration. Ces deux dernières années, Pékin a menacé à plusieurs reprises d'utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour s'opposer à l'adoption de sanctions politiques et « pétrolières » contre le Soudan, à propos du conflit au Darfour. Ces menaces ont obligé le Conseil de sécurité à édulcorer les textes des résolutions proposées. De nombreuses capitales africaines voient dans la Chine un protecteur moins exigeant que l'Occident, car Pékin se garde bien de mettre en cause la nature de leur régime politique.

Pour sa part, l'Inde qui ne dispose pas des moyens financiers et diplomatiques de la Chine entend promouvoir un véritable partenariat avec les pays africains et latino-américains. New Delhi encourage le transfert de technologies, alors que la Chine est souvent perçue comme

un prédateur, uniquement intéressé par l'extraction des matières premières. Les entreprises pharmaceutiques indiennes comme Ranbaxy sont les premiers fournisseurs de molécules génériques de l'Afrique, un marché délaissé par les laboratoires occidentaux, car peu rentable. Quant au groupe Tata, il a des filiales dans toute la région, dont une usine d'assemblage de véhicules en Zambie.

Cette conquête de l'énergie a également des implications militaires et diplomatiques. Avec l'Angola, le Venezuela ou Cuba, ses principaux fournisseurs en hydrocarbures, Pékin établit aussi des relations militaires (qui se traduisent par la livraison de matériel) et qui ne feront probablement que se renforcer. En octobre dernier, Hugo Chavez a bénéficié du soutien de la Chine dans sa candidature à un siège de membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Sans succès, il est vrai. L'influence de la Chine en Amérique latine est désormais dénoncée comme une véritable menace pour Washington (4). La présence de la Chine offre un contrepois à l'influence des Etats-Unis et favorise les velléités d'émancipation et de défi envers Washington, comme lors du Sommet de Mar del Plata en novembre 2005 en Argentine, où fut rejeté le projet de zone de libre-échange des Amériques, proposé par George Bush.

Cette rivalité pétrolière conforte également les régimes autocratiques comme celui d'Idriss Déby au Tchad qui, en établissant des relations diplomatiques avec la RPC en août dernier, s'est offert une bouffée d'oxygène. Les Etats-Unis, soucieux également de réduire leur dépendance à l'égard du Moyen-Orient, commencent à prendre ombrage de cette diplomatie pétrolière de Pékin et de New Delhi. Washington souhaite, selon le rapport Cheney (5), faire passer la part des importations du golfe de Guinée de 15% à 25% d'ici 2015. Une ambition qui pourrait être contrariée.

L'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie centrale sont le théâtre d'une véritable lutte d'influence entre les Etats-Unis, l'Inde et la Chine qui seront probablement les trois principales puissances économiques au milieu du XXI^e siècle. Cette compétition énergétique a des répercussions de premier plan. Loin de favoriser le développement, l'économie pétrolière nourrit en effet souvent la corruption, ravive les contentieux frontaliers dans les zones pétrolifères et aggrave la dépendance à l'égard des matières premières (6). Peu soucieuse de participer à cette confrontation, l'Union européenne préfère entreprendre un partenariat énergétique avec la Russie qui lui livre déjà le tiers de ses importations pétrolières. ■

(3) En 2005, la Chine achetait 1,9% du pétrole exporté par l'Amérique latine contre 81% pour les Etats-Unis et 9,2% pour l'Union européenne.

(4) ELLIS Evans, « US National Security Implication of Chinese Involvement in Latin America », Strategic Studies Institute, 2005. HAKIM Peter, « Is Washington Losing Latin America? », *Foreign Affairs*, January-February 2006.

(5) *Report of the National Energy Policy Development Group*, <http://www.whitehouse.gov/energy/National-Energy-Policy.pdf>

(6) Rapport de l'OCDE (2006), *The Rise of China and India. What's in it for Africa?*

Guangzhou, province de Guangdong, Chine



Hiroji Kubota, Magnum photos

Publicité



En février,
POLITIQUE connaîtra des
insomnies pour cause de
nuisances aériennes.

6€ / abonnement annuel 30€
rue Coenraets 68 / 1060 Bruxelles / 02 538 69 96
redaction@politique.eu.org
www.politique.eu.org